

ENSEIGNEMENT

L'autopsie du système éducatif

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a ouvert hier les travaux des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche visant à trouver des approches novatrices pour la résolution des problèmes qui minent le système éducatif national, du préscolaire à l'enseignement supérieur jusqu'à la recherche scientifique et l'innovation technologique.

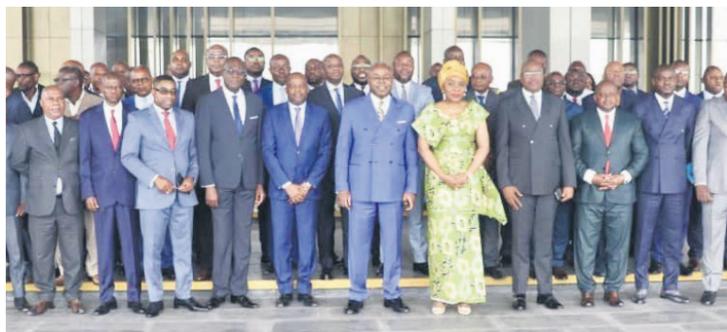
Ces états généraux permettront, selon le chef du gouvernement, de faire une autopsie de l'ensemble du système éducatif et d'en diagnostiquer les défis dans le domaine de l'accès et de l'équité ; l'amélioration de la pertinence et de la qualité des apprentissages ; l'adéquation de la formation qualifiante aux besoins de l'économie nationale et du marché de l'emploi. *Page 4*



Le Premier ministre lançant les travaux des états généraux

GOVERNANCE

Vers l'approbation d'un nouveau cadre des investissements



La ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas posant avec les participants après l'ouverture de l'atelier/DR

La République du Congo s'active à améliorer la qualité de la dépense publique par l'appro-

bation d'un nouveau cadre d'investissement en remplacement de l'ancien mode de gestion ap-

plicable jusqu'à ces jours. Pour le ministère de l'Economie et du Plan, la réforme en cours de finalisation constitue un profond changement de paradigme qui lui-même invite à une réforme du sous-secteur de planification et de gestion des investissements publics afin d'en assurer l'arrimage aux exigences du cadre harmonisé de gestion des finances publiques en général et de la loi organique relative aux lois de finances en particulier.

Page 3

ORDRE DU MÉRITE CONGOLAIS

Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas récompensée

La ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a été décorée dans l'Ordre du mérite congolais au grade de commandeur ; une distinction qui récompense ses efforts dans l'élaboration et le suivi du Plan national de développement 2022-2026. Les insignes de cette distinction honorifique lui ont été remis hier à Brazzaville par le grand chancelier des ordres nationaux, Norbert Okiokoutina. *Page 3*



Le port de la médaille par la ministre en charge du Plan/Adiac

SANTÉ PUBLIQUE

Le Plan d'action national de sécurité sanitaire en cours d'évaluation



Le podium lors du lancement des travaux de l'atelier/Adiac en œuvre du RSI 2005 et les faiblesses identifiées dans le système de surveillance épidémiologique.

Les experts du secteur de la santé et des représentants des partenaires évaluent, du 13 au 14 septembre à Brazzaville, les activités à mi-parcours du Plan d'action national de sécurité sanitaire 2020-2024 et du Règlement sanitaire international (RSI 2005) en vue de réajuster la lutte contre les épidémies en République du Congo et dans la sous-région. L'objectif est d'examiner les progrès réalisés dans la mise

en œuvre du RSI 2005 et les faiblesses identifiées dans le système de surveillance épidémiologique, de préparation et de riposte aux urgences sanitaires. *Page 7*

ÉDITORIAL

Et la Rav ?

Page 2

ÉDITORIAL

Et la RAV ?

La Redevance audiovisuelle (RAV) est instituée par la loi n° 16-2001 du 31 décembre 2001 pour aider financièrement les médias d'Etat en sus de leur budget de fonctionnement. Les ressources de cette taxe proviennent du prélèvement sur chaque facture d'électricité de la somme de 1000 FCFA.

Les professionnels de l'information et de la communication avaient salué, à l'époque, la volonté des pouvoirs publics d'apporter cette aide aux médias. Malheureusement, les ayants droit témoignent aujourd'hui qu'ils en reçoivent sporadiquement pendant que l'opération de collecte se fait régulièrement par le Trésor public.

De leur côté, les journalistes qui souhaitent que cette aide soit élargie aux autres sous-secteurs de la communication constatent avec amertume que vingt ans après, les choses ne semblent pas bouger positivement. C'est pour cette raison que les participants aux assises de la presse congolaise de 2015 avaient recommandé aux pouvoirs publics de créer les conditions pour que la presse privée bénéficie également de la subvention financière de l'Etat.

Cette recommandation est restée lettre morte pendant que les entreprises de presse privées disparaissent les unes après les autres, faute de moyens financiers. Le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) a annoncé, le 3 mai dernier, lors de la célébration de la Journée mondiale de la liberté de la presse, que près de quinze journaux ont mis la clé cette année sous le paillason !

Pour sa part, l'Association des éditeurs de presse du Congo a formulé tout récemment, dans une déclaration, des propositions au gouvernement, au parlement et à la société civile pour les exhorter non seulement à s'impliquer dans le processus de rétrocession de la RAV au CSLC, comme le prévoit la loi, mais également à son extension aux organes de presse privés.

Les Dépêches de Brazzaville

DÉPARTEMENT DU POOL

Isidore Mvouba préoccupé par le désenclavement de Kindamba

En descente parlementaire depuis le 11 septembre dernier, le député de la circonscription électorale unique de Kindamba, dans le département du Pool, a remis, entre autres, des vivres aux habitants pour leur témoigner de sa gratitude suite à sa réélection dès le premier tour des élections législatives de juillet et août derniers.

Le député réélu de Kindamba inscrit son nouveau quinquennat dans la continuité du programme du chef de l'Etat. « En tant que député, je n'ai pas un programme de société. C'est le programme du président de la République, c'est continuer la marche pour le développement du Congo, y compris le développement de Kindamba. Kindamba est dans une situation difficile, il faut dire les choses comme on les voit : Kindamba est enclavé. Il faut que nous désenclavons Kindamba y compris les pays de Mpangala », a-t-il insisté.

Le président de l'Assemblée nationale avait, dans le cadre de sa campagne électorale pour les élections législatives et locales du 10 juillet, lancé le 7 juillet dernier les travaux de réhabilitation de la route Ngamanzambala-Missamvi-Loukakou-Kindamba, longue de 49,400 km. Une fois terminée, cette réhabilitation permettra le désenclavement de cette partie du Pool et l'écoulement des produits agricoles vers les grandes villes du pays, notamment Brazzaville et Pointe-Noire. « Et nous avons commencé à le faire. Je crois qu'en ce moment où nous parlons, la construction de la route Ngamanzambala-Kindamba a commencé et nous allons continuer », a rassuré Isidore Mvouba au cours de sa descente parlementaire.

Renvoyer l'ascenseur à la population

Opposé aux candidats de l'Union des démocrates humanistes et du Conseil national des républicains, le président de l'Assemblée nationale, Isidore Mvouba, avait été réélu avec plus de 76% de voix. Pour renvoyer l'ascenseur à ses mandants, il a apporté, au cours de sa descente parlementaire, du réconfort aux habitants de tous les villages et quartiers de



Le député de Kindamba remerciant la population DR

Kindamba en remettant à leurs représentants des vivres.

« La population m'a toujours réélu avec brio mais, mieux, l'élection s'est passée dans un climat de paix, d'harmonie, de concorde et nous sommes partis de Kindamba avec le cœur léger car nous avons comme une dette envers cette population qui nous a toujours soutenu et nous soutient encore. De la même manière qu'elle a soutenu le président Denis Sassou N'Guesso par le plébiscite que vous-mêmes avez eu à constater. C'est pourquoi, nonobstant le fait qu'on n'a toujours pas les grands moyens, on a pensé qu'on devait quand même venir remercier Kindamba pour le vote massif en faveur du président de la République et le vote glorieux pour le député que je suis. Certainement ça m'a apporté pour être réélu président de l'Assemblée nationale. Donc, j'ai tenu à être là pour manifester la gratitude que j'ai envers cette population », a justifié Isidore Mvouba.

Un parlementaire, un champ

Le président de la République avait,

lors de la création du Réseau des alliances parlementaires d'Afrique centrale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le 19 novembre 2019, instruit les parlementaires à se lancer dans les activités champêtres à travers le slogan « Un parlementaire, un champ ». Profitant de sa descente parlementaire, le président de l'Assemblée nationale a visité son champ de dix hectares d'Acajou. « C'est le champ que j'ai eu à faire avec l'aide des parents ici à Kindamba. J'ai vocation à planter, dans un premier temps, dix hectares d'anacardier (Acajou) qui a une grande valeur ajoutée, très consommé en Europe. Actuellement, je suis à six, sept hectares en tenant compte du mot d'ordre du président de la République : un parlementaire, un champ. Je pense que les autres le feront progressivement. J'ai eu à le dire à la clôture de la session inaugurale, mais on ne peut donner des ordres aux députés sans être soi-même un exemple, donc je leur montre cela que j'ai déjà commencé. Mais, ce n'est que le début d'un long processus », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koumbemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lasselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général:Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marleine Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nonzi B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

GESTION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Un nouveau cadre en cours de validation

La ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a lancé le 13 septembre, à Brazzaville, les travaux relatifs à l'atelier sur la validation de l'opérationnalisation du nouveau cadre de gestion des investissements publics.

Prévu sur trois jours, l'atelier s'inscrit dans la perspective de l'amélioration de la qualité de la dépense publique, à travers notamment le budget-programme qui va remplacer, en 2024, le mode de gestion connu sous l'appellation de budget de moyens que le Congo applique jusqu'à nos jours. « Cette réforme, qui est en cours de finalisation, constitue un profond changement de paradigme qui lui-même invite à une réforme du sous-secteur de planification et de gestion des investissements publics afin d'en assurer l'arrimage aux exigences du cadre harmonisé de gestion des finances publiques en général et de la loi organique relative aux lois de finances en particulier », a expliqué la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Pour ce faire, les participants, notamment les cadres des ministères, spécialistes en pas-sation de marchés, experts en



La ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas posant avec les participants après l'ouverture de l'atelier/DR

système d'information dans les finances publiques, experts en planification, ont été invités à s'appropriier les enseignements qui seront dispensés par les consultants en charge de la mission d'assistance technique à la mise en œuvre du plan d'action triennal 2021-2023 de la réforme du système de gestion des finances publiques au Congo.

En effet, selon la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, il convient de garder à l'esprit que le basculement du budget des moyens en budget programme figure au nombre des facteurs d'accélération de la performance du Plan national de développement (PND) 2022-2026 : « une économie forte, diversifiée et résiliente, pour

une croissance inclusive et un développement durable irréversible », véritable boussole devant orienter le Congo dans sa marche vers le développement.

« J'attache du prix à la rigueur et à l'assiduité de tous pour assimiler la démarche retenue dans le nouveau cadre général de gestion des investissements publics

afin de renforcer la chaîne classique de la dépense publique « planification- programmation-budgétisation et suivi-évaluation » et ainsi accroître le taux d'exécution des projets composant le programme d'investissement public du PND. Agissant ainsi, les cadres des ministères prendraient une part significative au progrès économique et social du Congo », a indiqué la ministre Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas.

Notons que ledit atelier est organisé dans le cadre du Projet de réformes intégrées du secteur public (Prisp). Lancé en 2019, sur financement du Congo et de la Banque mondiale à hauteur de 40 millions de dollars, le Prisp a pour objectif d'améliorer la gestion des ressources publiques et la responsabilisation en République du Congo.

Gloria Imelda Lossele
et Fortuné Ibara

DISTINCTION

Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas élevée au grade de commandeur

La ministre de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas, a été décorée, le 13 septembre à Brazzaville, pour son engagement dans l'élaboration et le suivi du nouveau Plan national de développement (PND) 2022-2026.

La médaille de commandeur a été remise à la ministre de l'Économie ainsi qu'à neuf de ses collaborateurs par le Grand chancelier des ordres nationaux congolais, Norbert Okiokoutina. La cérémonie de port des insignes fait suite au décret présidentiel du 29 juillet dernier, les nommant aux différents grades dans l'ordre du mérite congolais.

Cette décoration traduit la reconnaissance officielle de la performance et de l'effort accompli par le ministère de l'Économie, du Plan, de la Statistique et de l'Intégration régionale, a réagi Ingrid Olga Ghislaine Ebouka-Babackas. En effet, ce sont les cadres de son département ministériel, y compris des structures sous tutelle, qui ont contribué à la conception des termes du PND 2022-2026 et du projet de loi jusqu'à son adoption au Parlement.

« La cérémonie de port d'insignes est l'aboutissement heureux et laborieux de l'implication d'une vaillante équipe plus

large que les récipiendaires de ce jour... À mes collaborateurs, continuons à faire du travail bien fait notre vertu cardinale. La récompense vient au bout de l'effort ! C'est le sens de cette distinction honorifique que je dédie à tous mes collaborateurs et à mes chers parents », a-t-elle déclaré.

Programme quinquennal à vocation économique, le nouveau PND comporte six axes prioritaires (l'agriculture, le numérique, le tourisme, l'immobilier, l'industrie et les Zones économiques spéciales). Son budget global est estimé à plus de 8 987 milliards francs CFA, avec un gap d'environ 6 500 milliards FCFA à rechercher auprès des bailleurs de fonds. D'après le gouvernement, le montant du financement déjà acquis est constitué à 58,5% de ressources propres de l'État et à 41,5% de ressources extérieures attendues, soit 41% du coût global du PND 2022-2026.

Ce PND illustre la démarche programmatique de l'action gouvernementale pour les prochaines



Photo de famille/Adiac

années. L'exécutif entend faire passer la République du Congo d'une économie de rente pétrolière à une économie nationale « forte, diversifiée et résiliente ». La transformation de l'économie

nationale devrait permettre au pays d'être résilient face aux problèmes économiques, sociaux, de souveraineté et de protection de l'environnement. Au cours des cinq prochaines années, l'exécutif

a promis d'assurer la reprise de la croissance à 5 ou 7% de moyenne annuelle, de créer des emplois, de réduire la pauvreté et l'importation des produits de base...

Fiacre Kombo

ENSEIGNEMENT

Des états généraux pour réformer l'éducation et la recherche

Les états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de la recherche, lancés par le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, le 13 septembre à Brazzaville, visent à trouver des approches novatrices pour la résolution des problèmes qui minent le système éducatif.

Les états généraux de l'éducation, de la formation et de la recherche ne sont pas une messe supplémentaire, où l'on viendra refaire le procès de l'école congolaise, a indiqué le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Les multiples réflexions menées, selon lui, ont déjà permis de déceler les faiblesses du système éducatif congolais. « *L'objectif poursuivi est de profiter de l'intelligence collective ici rassemblée et l'expertise nationale convoquée pour envisager des approches idoines et novatrices à la résolution des problèmes et défis déjà identifiés. Le financement, la qualité et la finalité de l'éducation sont les principaux axes de votre réflexion* », a-t-il indiqué.

Le chef du gouvernement a, par ailleurs, souligné que ces états généraux sont certes une occasion pour faire une autopsie de l'ensemble du système éducatif et un diagnostic sans complaisance, de façon à envisager des thérapies appropriées, mais ils échoueraient à leurs missions s'ils ne se contentaient qu'à rappeler les difficultés que rencontre le système éducatif



Les acteurs impliqués dans les états généraux de l'éducation/Adiac

sans apporter des solutions adéquates.

Le système éducatif, du préscolaire à l'enseignement supérieur incluant la recherche scientifique et l'innovation technologique, présente des défis importants dans le domaine de l'accès et de l'équité ; l'amélioration de la pertinence et de la qualité des apprentissages ; l'adéquation de la formation qualifiante aux besoins de l'économie nationale et du marché de l'emploi ; l'amélioration de la qualité du plateau technique et des infrastructures ; le nombre et la qualité des enseignants pour la plupart, béné-

voles et sans formation ni initiale ni continue ; l'intensification de la violence en milieu scolaire et universitaire ; la mobilisation difficile des financements nationaux et internationaux et l'assainissement de la gouvernance.

« *Selon les sous-secteurs, l'éducation préscolaire est encore embryonnaire dans notre pays avec seulement un taux brut de préscolarisation de 16%. Le taux d'achèvement de l'enseignement primaire est accompagné de forts taux de redoublements et d'abandons qui affectent particulièrement les filles, les enfants handica-*

pés, la population autochtone et les élèves vivant en zone rurale », a reconnu le Premier ministre, tout en rappelant que la majorité des enseignants des écoles primaires publiques sont des bénévoles pris en charge par les parents d'élèves. L'offre d'éducation au collège et au lycée reste concentrée essentiellement dans les grandes villes, notamment Brazzaville et Pointe Noire, et les taux d'achèvement au collège et au lycée se situent respectivement autour de 62% et 34%...

Autant de défis à relever pour rendre le système éducatif

congolais de plus en plus performant, selon le haut-commissaire à l'organisation des états généraux de l'éducation nationale, de la formation et de l'alphabetisation, Hellot Matson Mampouya. Dans le cadre de ces états généraux, a-t-il expliqué, les consultations départementales auront lieu à partir du 12 octobre prochain. « *Ces consultations départementales visent à recueillir les besoins réels exprimés par les communautés éducatives et les parties prenantes dans chaque département. Ce qui permettra de mieux appréhender la réalité en termes quantitatif et qualitatif* », a fait savoir Hellot Matson Mampouya.

La représentante de l'Unesco, Fatoumata Marega, et celle de l'Unicef, Chantal Umtoni, ont salué l'initiative en assurant leur appui pour sa réussite afin d'aider le Congo à atteindre l'objectif de développement durable 4 des Nations unies qui vise à assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie.

Rominique Makaya

Appel à manifestation d'intérêt

« AERCO lance un appel à manifestation d'intérêt pour la réhabilitation et la mise en exploitation des incinérateurs des aéroports internationaux de Brazzaville et Pointe-Noire ».

Pour toutes informations complémentaires veuillez contacter le Service Commercial et Domanial aux adresses :

- service.commercial@aerco-cg.com pour Brazzaville
- pnrcommercial@aerco-cg.com pour Pointe-Noire

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET AEROPORTS INTERNATIONAUX DE BRAZZAVILLE ET POINTE-NOIRE

« REHABILITATION ET MISE EN EXPLOITATION DES INCINERATEURS »

Date limite de réception des offres : Vendredi 30 septembre



WWW.BRAZZAVILLE-AEROPORT.COM / WWW.POINTE-NOIRE-AEROPORT.COM

VISITEZ LE MUSEE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO

de LUNDI
à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Musée
du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES

CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO
ARTS ET EXPRESSIONS



L'ART DANS TOUTES SES EXPRESSIONS

de la Tradition
à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville
République du Congo.

EDUCATION

Mille tables blancs pour les établissements scolaires du district de Mbama

Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, a remis officiellement, le 12 septembre, mille tables bancs à la sous-préfecture de Mbama, dans la Cuvette-Ouest, en présence de la ministre de l'Environnement, du Développement durable et du Bassin du Congo, Arlette Soudan-Nonault, également députée de la circonscription unique de cette sous-préfecture.

La cérémonie a débuté par le mot de bienvenue du sous-préfet du district de Mbama, Jean Edouard Massamba, qui a rappelé les actions sociales posées préalablement, notamment le 27 juin dernier, par la ministre Arlette Soudan-Nonault et celle des Affaires sociales et de l'Action humanitaire, Irène Marie Cécile Mboukou-Kimbatsa, aux nombreuses victimes des vents violents qui, en 2020 et 2021, avaient dévasté des habitations, emporté des toitures et semé la désolation au sein des familles. Il n'a pas oublié la dotation des motos Djakarta par la députée Arlette Soudan-Nonault aux vingt-neuf chefs de village et de quartier du district de Mbama, le 25 août.

Après ce mot liminaire du sous-préfet, le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation a remis symboliquement une table banc à la secrétaire générale du département de la Cuvette-Ouest, Jocésie Miyouna, qui à son tour l'a remise au sous-préfet de Mbama. Après avoir accompli cet acte symbolique, le ministre Jean Luc Mouthou a dit : « Je voudrais ici qu'on se souvienne de tous ces efforts consentis par le président de la République, chef de l'État, Denis Sassou N'Guesso, quant à la volonté clairement affichée de pouvoir prendre en charge toute la jeunesse scolarisée de notre pays de façon à lui

donner le meilleur des ascenseurs possibles qui doivent garantir l'ascension sociale et professionnelle des jeunes de notre pays. Et cet ascenseur passe par l'école. Si nous ne prenons pas de dispositions nécessaires pour que chaque enfant de notre pays soit scolarisé, puisse avoir une table banc dans laquelle il peut s'asseoir et avoir aussi un enseignant dans chaque salle de classe pour lui permettre de commencer à avoir ses premières notions qui vont le conduire vers l'acquisition des compétences nécessaires à son ascension sociale, nous pourrions passer à côté de la plaque », a-t-il déclaré.

La construction d'un lycée à Mbama

Jean Luc Mouthou pense que l'heure n'est plus aux discours mais à l'action, au développement. « Nous avons beaucoup d'ambitions pour la jeunesse scolarisée de Mbama. Avec la ministre, nous allons continuer de travailler pour qu'au-delà de ce que nous sommes en train de faire aujourd'hui, nous puissions envisager de bonnes perspectives pour cette jeunesse qui, lorsqu'elle a obtenu son BEPC, puisse essayer de trouver ici sur place des relents nécessaires pour la continuation de son cursus scolaire. Ensemble, nous continuerons de faire pour que des réponses soient apportées durablement à cette commu-



Les ministres Jean Luc Mouthou et Arlette Soudan-Nonault posant avec la secrétaire générale du département de la Cuvette-Ouest et le sous-préfet de Mbama/Adiac

nauté de Mbama », a projeté le ministre.

En sa qualité de députée du district de Mbama, la ministre Arlette Soudan-Nonault a remercié son collègue Jean Luc Mouthou pour l'honneur qu'il a fait à la population de Mbama et à elle-même, en l'accompagnant dans le cadre de l'engagement régalien de l'État. « J'ai tapé à votre porte à la veille de la rentrée scolaire 2022-2023 pour solliciter mille

tables bancs, vous me les avez offertes. Et vous nous avez accompagné jusqu'à Mbama pour donner un cadre à la jeunesse congolaise... », a-t-elle indiqué.

Bientôt de l'eau potable pour la population de Mbama

Invitant les enfants à aller à l'école car ils sont l'avenir de demain et les femmes à être entrepreneuriales afin d'alimenter le marché de Mbama en produits vivriers, la députée a an-

noncé sa venue prochaine non seulement pour parcourir l'ensemble des villages du district, mais aussi pour inaugurer les forages, parce que l'eau est source de vie. Elle a demandé aussi à toute la population de parler d'une seule voix pour le développement du district de Mbama. « Je vous invite également à planter les arbres tout au long des avenues pour lutter contre les érosions », a-t-elle lancé.

Bruno Okokana

ACTIONS SOCIALES

Des fournitures scolaires offertes aux élèves dans le Niari

L'association « Voix pour les femmes du monde (VFM) », basée en France, que dirige Laure Guérin, a fait, le 1^{er} septembre, un don de fournitures scolaires aux élèves de l'école primaire de Koukebessene, dans le département du Niari, dans le cadre de la rentrée scolaire 2022-2023.

Composé des livres de lecture et cahiers d'activité, stylos, feutres, crayons, cahiers, gommes, tailles crayons et bien d'autres, le don, qui fait partie des activités prévues par l'association VFM, a été supervisé par sa représentante au Congo, Valérie Koumba. Le chargé du partenariat et des affaires extérieures de l'association, Chris Ndoba Mabiala, a indiqué que l'école primaire de Koukebessene en a été bénéficiaire suite à la demande de ses responsables.

Selon lui, le geste permettra de contribuer à la consolidation des liens séculaires entre le Congo et la France. A cet effet, l'association a pris l'engagement de poursuivre ses actions en mettant en place une plate-forme d'échange entre les élèves des deux pays. Elle compte également orga-



Les élèves de l'école primaire Diambou-Fouana/DR

niser, dès la prochaine rentrée scolaire, un échange sur des dessins réalisés par les élèves de l'école élémentaire de Dor-

dogne, en France, avec ceux de l'école de Koukebessene.

En rappel, VFM n'est pas à son premier geste au Congo. Elle

avait accompli un geste similaire à l'école primaire de Diambou-Fouana, dans ce même département. Le don était

composé de deux cents livres de lecture.

A Brazzaville, des vivres ont été remis à l'orphelinat maison d'enfance Emile-Biyenda de Malela Bombe, au centre d'insertion et de réinsertion des enfants vulnérables et à l'école spéciale de Mougali, ainsi qu'aux personnes de troisième âge.

L'association VFM a été créée en 2020 en France, avec pour objectif d'œuvrer pour le développement des droits des femmes et des enfants dans le monde.

Les actions envisagées interviennent dans six axes: l'aide aux femmes en situation de précarité, l'éducation pour les filles en priorité et pour des garçons dans le monde, la formation et l'entrepreneuriat pour les femmes, puis des interventions dans le volet santé et de la justice climatique des femmes.

Lydie Oko

EDUCATION

Lékana a dorénavant son lycée

Débutés en octobre 2021, les travaux de construction du lycée de Lékana par la société Numérica global services (NGS) sont arrivés à la fin. Le ministre de l'Enseignement préscolaire, primaire, secondaire et de l'Alphabétisation, Jean Luc Mouthou, s'est rendu sur les lieux, le 12 septembre, pour le constater.

La construction du lycée de Lékana s'inscrit dans le cadre de l'exécution du projet de société du président de la République, Denis Sassou N'Guesso, mis en œuvre sous l'autorité du Premier ministre, Anatole Collinet Makosso. Ce projet consiste à mailler l'ensemble du territoire national en infrastructures scolaires. A quelques semaines de la rentrée des classes du 3 octobre, le ministre Jean Luc Mouthou a visité ce lycée. « *Nous sommes venus nous assurer de ce que les travaux de construction du lycée de Lékana ont été menés de main de maître et qu'ils sont terminés. Nous avons, au niveau de Brazzaville, procédé à la nomination de l'équipe qui va diriger ce lycée, mais avant que nous puissions la publier, il fallait nous assurer que les travaux ont été réalisés ici et là, en l'occurrence, Lékana qui était une étape cruciale, essentielle, étant entendu que la jeunesse de cette localité attend fiévreusement cette infrastructure* », a expliqué le ministre.

Le lycée de Lékana est constitué de plusieurs bâtiments, dont huit salles de classe, un bloc administratif, une salle informatique, une bibliothèque, un laboratoire, huit latrines pour élèves de sexe féminin, masculin et le personnel enseignant, puis deux logements. Pour le représentant de la société NGS, Remy Moutota, tout a été fait à leur niveau et il ne reste plus qu'à l'Etat d'équiper l'ensemble des bâtiments.

En effet, depuis quelque temps, le ministère en charge de l'Enseignement secondaire a initié la construction des lycées de Moukondo, de Siafoumou, en attendant l'ouverture du lycée d'Inkouélé et l'occupation des nouveaux locaux du district de Tchikapika. Il y a tout un chapelet d'infrastructures à construire pour que les enfants puissent bénéficier d'un cadre adapté d'apprentissage, et que le pays ne puisse pas manquer demain de la main-d'œuvre, des cadres, afin de capitaliser l'essentiel des dividendes démographiques qu'il y a dans chaque jeune congo-



lais. « *Vous nous avez vu parcourir le pays à la recherche des meilleures conditions pour que nos apprenants puissent retrouver ce cadre, cet environnement propice à leur épanouissement, c'est ce qui justifie notre présence ici à Lékana* », a souligné le ministre Jean Luc Mouthou.

Le ministre a profité de l'occasion pour remercier le président de la République pour cette jeunesse qui attend avec clameur cette infrastructure. « *Nous pouvons dire merci au président de la République, chef de l'État, pour l'ensemble de cet investissement au bénéfice de la jeunesse congolaise, en at-*

La façade principale du lycée de Lékana/Adiac tendant ce que nous allons encore faire pour l'année à venir, parce que c'est un processus », a-t-il indiqué. Précisons que cette visite intervient après l'opération « Coup de poing table banc » avec pour but zéro enfant assis à même le sol, dans le district de Mbama, département de la Cuvette-Ouest.

Bruno Okokana

Le lycée de Kindamba ouvre ses portes en octobre

Attendu de longues dates, le lycée de Kindamba, dans le département du Pool, accueillera sa première vague d'élèves dès le 3 octobre prochain, à l'occasion de la rentrée scolaire 2022-2023.

Avant la construction d'un lycée digne de ce nom par le député de Kindamba, Isidore Mvouba, qui a pris récemment l'engagement de le faire, les lycéens partageront cette année les mêmes installations avec les collégiens. « *Présentement, nous attendons l'équipe de maîtrise, notamment le proviseur, le directeur des études, le surveillant général et autres pour commencer les inscriptions. Cette année, nous utilisons un site d'emprunt, puisque nous allons alterner entre le collègue le matin et le lycée l'après-midi* », a expliqué l'inspecteur, chef de la circonscription scolaire de Kindamba, Jacques Bikoumou. Pour cette première année, 263 élèves sont attendus au lycée de Kindamba. Il s'agit notamment des candidats admis au Brevet d'études du premier



L'inspecteur Jacques Bikoumou annonçant l'ouverture du lycée de Kindamba/DR

« Présentement, nous attendons l'équipe de maîtrise, notamment le proviseur, le directeur des études, le surveillant général et autres pour commencer les inscriptions. Cette année, nous utilisons un site d'emprunt, puisque nous allons alterner entre le collègue le matin et le lycée l'après-midi »

cycle (BEPC) dont 54 admis à Kindamba, 71 à Kimba, 29 à Vinza, 56 à Mayama et 20 du CEG Kilébe-Moussia.

L'ouverture d'un lycée d'enseignement général à Kindamba permettra de rapprocher l'école des apprenants et surtout de lutter contre le décrochage scolaire dans les pays de Mpangala. En effet, selon les données statistiques, chaque année environ trois cents admis au BEPC dans les quatre districts vont à Brazzaville pour continuer la seconde, la première et la terminale. Malheureusement, sur les trois cents, il n'y a peut-être que cent qui réussissent car les parents ne peuvent pas soutenir leur scolarité dans la mesure où ils sont loin d'eux. Ainsi, l'ouverture du lycée à Kindamba permettra de changer cette donne.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ PUBLIQUE

Le Congo évalue son Plan d'action national de sécurité sanitaire

Les cadres du ministère de la Santé et leurs partenaires évaluent, du 13 au 17 septembre à Brazzaville, les activités à mi-parcours du Plan d'action national de sécurité sanitaire (Panss) 2020-2024 et celles du Règlement sanitaire international (RSI 2005) afin de réajuster la lutte contre les épidémies au Congo et dans la sous-région.

Au cours de l'atelier résidentiel de validation des données de l'auto-évaluation des capacités du RSI et de la revue des activités du Panss du Congo 2020-2024, les délégués des ministères ainsi que les partenaires du secteur de la santé vont présenter les progrès réalisés, en fonction des indicateurs associés aux dix-neuf domaines techniques du RSI-2005.

Ils valideront, par la suite, les données renseignées par les

parties prenantes sur les capacités de mise en œuvre du RSI-2005 et examineront les défaillances dans les systèmes de surveillance épidémiologique, de préparation et de réponse aux urgences sanitaires, selon l'approche «Une seule santé». Cette approche repose sur l'idée selon laquelle la santé humaine et la santé animale sont interdépendantes et liées à la santé des écosystèmes dans lesquels elles cohabitent.

C'est ainsi que les participants à l'atelier vont également faire des propositions afin que les systèmes d'alerte soient efficaces et suggéreront des approches pour que le RSI intègre les commentaires multisectoriels pluridisciplinaires des partenaires nationaux.

Selon le coordonnateur et point focal national du RSI, le Dr Jean Claude Emeka, le Plan d'action national de sécurité sanitaire est non seulement un engagement du gouvernement congolais pour améliorer la situation de la sécurité sanitaire de la population, mais aussi une adhésion au pacte mondial pour la sécurité sanitaire. Il a rassuré l'auditoire que les actions prioritaires ont

été répertoriées afin d'affermir les capacités essentielles requises pour améliorer la sécurité sanitaire du Congo et de la sous-région.

Estimé à environ 93 331 747 108 F CFA, il est prévu que la mise en œuvre du Panss soit en partie financée par les partenaires au développement du secteur de la santé. L'Organisation mondiale de la santé, pour sa part, continuera de coordonner la plate-forme permettant aux partenaires de collaborer afin de consolider les capacités du RSI-2005 et d'accroître la contribution du Congo à la sécurité sanitaire mondiale.

Le RSI est un instrument de droit international, dont la

dernière version a été adoptée par la cinquante-huitième assemblée mondiale de la santé, le 23 mai 2005. Au terme de la signature par le Congo du RSI, le « pays a procédé de janvier à mars 2019 à son évaluation externe conjointe des principales capacités de mise en œuvre et à l'évaluation des performances des services vétérinaires. Au terme de ces évaluations, il a été recommandé au Congo de renforcer davantage l'ensemble des domaines techniques », a indiqué Jean Ignace Tendelet, directeur de cabinet du ministre de la Santé, à l'ouverture des travaux de l'atelier.

Fortuné Ibara



Des participants au lancement des travaux de l'atelier/Adiac

VIE ASSOCIATIVE

L'amicale des anciens de l'armée a trente ans

Créée le 4 septembre 1992, l'amicale des anciens de l'armée de l'air « Ailes cassées » a commémoré, les 8 et 9 septembre, ses trente ans d'existence à travers plusieurs activités organisées à Brazzaville.

Evocation, dépôt de gerbes de fleurs, messe d'action de grâce, match de volley-ball, un repas dînatoire, voici, entre autres, temps forts de la célébration du 30e anniversaire de l'amicale des anciens de l'armée de l'air. Lieutenant-colonel à la retraite, Eugène Kaloulou a, dans son évocation, rappelé que le 30e anniversaire des « Ailes cassées » est un moment solennel pour témoigner de l'engagement des uns et des autres à demeurer solidaires dans leur action commune.

Sans relater la véritable histoire de l'armée de l'air, cet octogénaire qui a intégré ce corps de l'armée en 1962 a demandé aux jeunes d'observer la discipline. « La mutuelle est née du conflit de générations, d'écoles, un conflit né du complexe politique puisqu'il y avait des membres du parti et ceux qui n'en étaient pas. Nous ne sommes restés que trois, notre premier secret c'est le respect de la discipline. Nous sommes des militaires, nous sommes astreints à la discipline, le deuxième secret c'est le sport, le militaire doit pratiquer le sport



Le président de l'amicale s'adressant aux membres/DR

; la modestie en tout : ne pas beaucoup boire, ne pas user son corps avec les femmes ; être au service de la nation, puisque nous sommes une armée républicaine », a laissé entendre l'ancien directeur de la logistique de l'armée de l'air, aujourd'hui âgé de 82 ans. S'exprimant à cette occasion, le président de l'amicale des anciens de l'armée de l'air, le colonel à la retraite Adolphe Bouataké Mackongo, s'est réjoui de la réussite de cet événement. « Trente ans est

l'âge phare où l'être humain passe de sa phase d'apprentissage des choses de la vie à la plénitude de ses facultés, afin d'assumer ses responsabilités avec efficacité. C'est donc à ce niveau que se situe notre amicale aujourd'hui ; et cela explique aisément le désir de plusieurs entités et frères d'armes qui se rapprochent régulièrement de nous pour s'inspirer de l'expérience des LKC », a-t-il souligné.

Selon lui, ils étaient soixante-deux aviateurs, rassemblés le

4 septembre 1992, au mess des officiers, à l'initiative du membre d'honneur Théophile Ganga, pour trouver une solution sur le comment faire afin de pérenniser l'esprit du vivre ensemble. Aujourd'hui, l'amicale compte 141 membres dont 11 d'honneur. Constituée à près de 80% des retraités, l'amicale s'est félicitée du fait que le gouvernement paie régulièrement, depuis janvier dernier, les pensions de retraite. Ce qui permet à ses membres de s'acquitter régu-

lièrement des cotisations qui constituent l'unique ressource fiable de l'amicale.

Dans le but d'attirer les jeunes à intégrer cette organisation, les « Ailes cassées » ont modifié leurs statuts. C'est ainsi qu'Adolphe Bouataké Mackongo les appelle à massivement adhérer à l'amicale. « Ce n'est pas de leur faute, il y avait une mauvaise interprétation de l'existence des Ailes cassées. Par le nom, les gens pensent qu'il s'agit d'une amicale des retraités ; non, en 1992, quand on a créé les Ailes cassées, il n'y avait aucun retraité, tous étaient en activité. Nous continuons toujours à lancer un appel envers les jeunes, pour les encourager à venir parce que nous sommes en train de partir ; il faut qu'il y ait la jeunesse qui vienne nous relever pour que cette flamme soit entretenue. Pour preuve, au départ on exigeait 20 ans d'armée de l'air ; aujourd'hui, nous sommes à 15 ans », a rappelé le président de l'amicale.

Parfait Wilfried Douniama

AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Plus de 12 400 écoles fermées en 2021 à cause de l'insécurité

L'insécurité persistante et croissante dans la région africaine du Sahel, dans le bassin du Lac Tchad et en République démocratique du Congo (RDC) a contraint près de 12 400 écoles de huit pays d'Afrique de l'ouest et du centre à fermer leurs portes ou à cesser de fonctionner, a indiqué le Fonds mondial des Nations unies pour l'éducation (FNUE) dans les situations d'urgence et de crise prolongée.

Selon l'organisation «Éducation sans délai», le nombre d'établissements d'enseignement fermés de force ou qui n'offrent plus de cours a augmenté d'un tiers en deux ans. À la fin de l'année scolaire 2021-22, plus de 12 400 écoles ont été fermées (Burkina Faso, Cameroun, la République centrafricaine (RCA), RDC, Mali, Niger et Tchad). Des fermetures qui sont la conséquence directe d'attaques des groupes armés non étatiques ou du climat d'insécurité dans ces pays. « Soit les enseignants ont fui, ne laissant personne



Quelque 3.280 écoles fermées au Burkina à cause de l'insécurité DR

pour enseigner, soit parce que les parents ont trop peur pour envoyer leurs enfants à l'école ou sont eux-mêmes dans un processus de déplacement forcé à répétition vers des zones plus sûres », a expliqué le fonds onusien.

Burkina Faso : plus de 4200 écoles fermées

Au Burkina Faso, par exemple, une augmentation de 140% des attaques dans les zones du sud du pays a été enregistrée entre janvier 2021 et mai 2022, entraînant le déplacement de milliers de réfugiés burkinabè dont des enfants vers le nord-est de la Côte d'Ivoire et le nord du Bénin. L'extension et l'intensification des conflits ont un effet de plus en plus dévastateur sur l'accès et la continuité de l'apprentissage, affectant l'avenir de générations entières d'enfants. Il reste le pays le plus touché, avec près de 4 258 écoles fermées. Suivent le Cameroun (3 285), le Mali (1 730), la RCA (999), le Nigeria (934), le Niger (890), la RDC (307) et le Tchad (10). En juin 2019, 9 272 écoles étaient fermées ou n'étaient plus opérationnelles au Burkina Faso, au Cameroun, au Mali, au Niger, au Nigeria, en RCA, en RDC et au Tchad en raison de l'insécurité – soit trois fois le nombre enregistré à la fin de 2017, à en croire le Fonds des Nations unies pour l'enfance.

Un enfant non scolarisé sur quatre dans le monde se trouve en Afrique occi-

dentale et c.entrale

57 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes ne sont pas scolarisés présentement en Afrique occidentale et centrale. Ce qui représente près d'un enfant non scolarisé sur quatre dans le monde. « Ce chiffre est d'autant plus alarmant qu'il représente le double de la part de la population mondiale des enfants de

tiers (64%) d'entre eux déclarent avoir peu ou pas d'espoir pour leur avenir.

Le FNUE appelle au renforcement des solutions d'apprentissage alternatives

Les attaques contre les élèves, le personnel scolaire et les établissements d'enseignement ont un impact dévastateur sur l'accès à l'apprentissage et sur le développement global d'une société. Outre les décès et les blessures causés par les attaques, elles entraînent souvent une baisse de l'assiduité des élèves, des problèmes de déploiement et de rétention des enseignants dans les zones d'insécurité, selon le rapport qui souligne également une baisse de la qualité de l'éducation, une exposition accrue à des formes graves de violence et à d'autres risques, notamment le mariage d'enfants, les grossesses précoces, les déplacements forcés, le

« Ce chiffre est d'autant plus alarmant qu'il représente le double de la part de la région dans la population mondiale des enfants de l'âge correspondant (6 à 18 ans - 12,05%) »

l'âge correspondant (6 à 18 ans - 12,05%) », a indiqué l'organisation «Éducation sans délai». L'insécurité croissante a un impact particulièrement négatif sur l'accès à l'école. D'après des données recueillies par le mécanisme régional de suivi de la protection (Projet 217), plus de 50% des enfants en moyenne ne sont pas allés régulièrement à l'école dans la région du Sahel central entre janvier et avril 2022. La principale raison avancée a été la fermeture ou la destruction de l'école (27%). La réduction des effectifs et de la fréquentation scolaire est également due au fait que 53% des enfants révèlent qu'ils ne se sentent pas en sécurité à l'école, et que près des deux

travail des enfants et le risque d'être recruté par des parties au conflit. Pour le fonds onusien, il est à craindre que cette situation ne s'aggrave, soulignant l'importance de la prévention et de la préparation pour garantir un accès continu à des services éducatifs de qualité. Les Nations unies exhortent les gouvernements, toutes les parties au conflit et la communauté occidentale et centrale. Il s'agit également d'intensifier le soutien responsable et durable à un apprentissage de qualité pour chaque enfant de la région. Cela passe enfin par un renforcement des solutions d'apprentissage alternatives, innovantes et flexibles pour la continuité éducative.

Noël Ndong

AFRIQUE

Top 10 des pays les plus influents au monde

Plusieurs pays africains ont investi dans la promotion de leurs images. Alors que certains se sont investis dans des secteurs comme le tourisme, d'autres ont posé des bases d'un soft power, selon Soft Power Index du cabinet britannique Brand Finance, spécialisé dans l'analyse des valeurs des marques.

Il s'agit d'une étude publiée tous les ans, se fondant sur une enquête d'opinion auprès des résidents de plus de cent pays de tous les continents et l'avis des décideurs de gouvernement, des institutions internationales, des entreprises et organisations non gouvernementales. Le concept de Soft power est la capacité d'un État à influencer et à orienter les relations internationales en sa faveur par un ensemble de moyens, autres que la force ou toute autre contrainte. La notion est devenue l'un des principaux instruments de mesure de l'influence des pays. Pour l'année 2021, dix pays africains se classent parmi les cent les plus influents du monde. L'Égypte a le soft power africain le plus influent au monde et se classe 34e au monde aux dépens de l'Afrique du Sud. En somme, les pays africains gagnent en influence. Les quatre pays africains aux soft power les plus influents ont progressé ces trois dernières années. Toutefois, aucune nation africaine n'a intégré le top 20 mondial.

Top 10 des pays africains les plus influents au monde

Égypte (31e mondial/gain de trois places) Afrique du Sud (34e mondial/gain de trois places) Maroc (46e mondial/gain de deux places) Nigeria (69e mondial/gain de treize places) Maurice (71e mondial/ première apparition dans le classement) Rwanda (74e mondial/ première apparition dans le classement) Algérie (75e mondial, perd une place) Tunisie (76e mondial, stable) Ghana (86e mondial/gain de sept places) Madagascar (94e mondial/première apparition dans le classement)

N.Nd.

NATIONS UNIES

La 76^e session de l'Assemblée générale a incarné l'espoir

Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), António Guterres, a reconnu, lors de la clôture de la 76^e session de l'Assemblée générale, les défis croissants que rencontre la communauté internationale, mais a rappelé que ces difficultés légitiment plus que jamais le rôle diplomatique et pragmatique de cette organisation.

Le chef de l'ONU a initié son allocution par un bilan réaliste et sombre de l'année écoulée, citant d'abord les défis économiques internationaux, illustrés par la hausse des prix, l'érosion du pouvoir d'achat et « le spectre d'une récession mondiale », ainsi que les inquiétudes d'ordre sanitaire causées par une pandémie « qui ne veut pas se déclarer vaincue », au moment où apparaît une nouvelle urgence sanitaire avec la variole du singe. Mentionnant aussi la litanie des catastrophes climatiques récentes, il a rappelé son émotion lors de son récent voyage au Pakistan, quand il a réalisé que les zones inondées équivalaient à trois fois la taille de son pays natal, le Portugal. Son discours a passé en revue d'autres défis, en particulier « les conflits féroces qui mettent chaque jour en danger des millions de vies », l'aggravation de la pauvreté et des inégalités néfastes au redressement et au développement, ainsi qu'un système financier en « faillite morale » qui pénalise les pays en développement et bloque leur avancée vers un redressement durable, « tandis que l'urgence climatique met littéralement le feu à la planète ».

Abdullah Shahid, président de la 76^e Assemblée générale, s'est, quant à lui, dit fier de son bilan accompli pendant une année marquée encore par la pandémie et l'émergence de nouveaux conflits, appelant à garder « un espoir qui n'a rien d'un optimisme aveugle », tandis que son successeur, le diplomate hongrois Csaba Korösi, entend promouvoir des solutions interconnectées et mesurables aux problèmes mondiaux, fondées sur la « solidarité, la durabilité et la science ».

« Comme la précédente, cette session de l'Assemblée générale a été marquée par des défis croissants »,

a déclaré António Guterres lors de son discours marquant la clôture de ladite session, avant d'ajouter que si « la route devant nous promet d'être difficile et imprévisible », l'ONU, à l'aide de ses outils favoris, la diplomatie, la négociation et le compromis, « peut continuer à apporter son soutien aux populations et aux communautés dans le monde entier ».

Le prochain président s'engage à continuer la réforme des Nations unies

Son successeur Csaba Korösi s'est, lui, engagé à « continuer la réforme et la transformation des Nations unies en renforçant la coopération par la confiance », décrivant le mot d'ordre de sa présidence comme celle « des solutions par la solidarité, la durabilité et la science », et annonçant pour thème central du prochain débat général de l'Assemblée : « Un tournant décisif : les solutions transformatrices à des défis interconnectés ». « Mon rôle sera de bâtir des ponts et de m'assurer de l'impact du travail de l'Assemblée générale », a-t-il dit, décrivant un programme intégré où la paix et la sécurité, les droits de l'homme et la durabilité se conjuguent et se renforcent mutuellement. « Cha-



Le président de la 77^e session de l'Assemblée générale des Nations Unies, Csaba Korösi

« Produire des progrès significatifs et mesurables en matière de durabilité, de privilégier les solutions intégrées et systémiques, de promouvoir le rôle de la science dans les décisions et d'accroître la solidarité face aux crises à venir »

cun d'entre eux doit être soutenu, ou ils échoueront tous », a-t-il déclaré.

Csaba Korösi a présenté ses priorités qui impliquent d'asseoir les principes

de la Charte, de « produire des progrès significatifs et mesurables en matière de durabilité, de privilégier les solutions intégrées et systémiques, de promouvoir le rôle de la

science dans les décisions et d'accroître la solidarité face aux crises à venir ».

Le nouveau président de l'Assemblée générale s'est engagé à initier des

consultations et des collaborations entre les organes de l'ONU, les États membres, élargis à la société civile, aux jeunes, aux institutions scientifiques, aux entreprises et institutions financières ainsi qu'aux organisations professionnelles.

« J'accomplirai ma tâche de manière inclusive, transparente et ouverte », a-t-il promis. La première réunion plénière de la 77^e session a eu lieu ce 13 septembre.

Josiane Mambou Loukoula

CHINE-UA

Renforcer la solidarité et de la coopération dans la nouvelle ère

Le président chinois, Xi Jinping, qui saluait l'excellence des relations avec l'Union africaine (UA), lors de son échange avec le président en exercice de cette organisation, Macky Sall, a plaidé en faveur de la revitalisation des liens diplomatiques entre la Chine et l'UA pour faire progresser la coopération sino-africaine et mettre en œuvre les résultats de la huitième conférence ministérielle.

Les présidents Xi Jinping et Macky Sall ont échangé des messages de félicitations pour célébrer le 20^e anniversaire de la création de l'UA, consacrant l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'UA.

« Au cours des vingt dernières années, l'UA a dirigé les pays africains pour avancer à grands pas sur la voie de l'unité et de l'auto-amélioration, du développement et de la revitalisation, et de la construction de l'intégration », a déclaré le président



chinois qui s'est félicité de la force de l'Afrique dans la lutte contre la covid-19 et la défense du multilatéralisme ainsi que des intérêts communs des pays en dévelop-

pement. Selon lui, son pays et l'Afrique ont toujours partagé les difficultés et le bonheur. Leurs relations, a-t-il souligné, ont résisté à l'épreuve des turbulences

internationales et l'étendue de la coopération a été continuellement élargie.

« J'attache une grande importance au développement des relations sino-africaines et je suis

prêt à travailler avec tous les chefs d'État des États membres de l'UA pour faire du 20^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et l'UA un nouveau point de départ afin de faire progresser l'esprit d'amitié et de coopération sino-africain pour se soutenir fermement sur les questions liées aux intérêts fondamentaux et aux préoccupations majeures respectives », a précisé le président Xi Jinping.

Guy-Gervais Kitina

RDC-KENYA

Le président Félix Tshisekedi présent à l'investiture de William Samuel Ruto

William Ruto est devenu officiellement, le mardi 13 septembre, le cinquième président du Kenya, lors d'une cérémonie d'investiture marquant la fin de semaines de controverses après une élection serrée mais pacifique dans ce pays d'Afrique de l'Est.



William Samuel Ruto lors de son investiture. DR

Une main posée sur la Constitution, l'autre tenant la Bible, le nouveau chef de l'Etat, âgé de 55 ans, a prêté serment au stade Kasarani de Nairobi. « *Moi, William Ruto Samuel, jure de préserver, de protéger et défendre la Constitution du Kenya... en tant que président* », a-t-il déclaré, dans un vacarme assourdissant des cris de joie et de vuvuzelas en tendant une main fraternelle à ses opposants. Et d'ajouter : « *Nous ne sommes pas en-*

nemis, nous sommes tous Kényans ».

Le président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a été au nombre d'une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement présents parmi les soixante mille spectateurs réunis dans le plus grand stade de la capitale kényane. Cette cérémonie met fin à près d'une décennie de présidence d'Uhuru Kenyatta, élu pour la première fois en 2013 et réélu en 2017.

Le chef de l'Etat sortant en-

tre tient des relations amicales avec le président de la République démocratique du Congo (RDC). Pas d'inquiétudes pour la poursuite des projets de coopération entre Nairobi et Kinshasa. Dans son discours d'investiture, William Ruto a cité deux fois la RDC, notamment dans le grand projet de construction de la route qui va partir de l'Est de ce pays jusqu'au port kényan de Mombassa baignant dans l'océan Indien.

Alain Diasso

William Ruto s'engage à défendre la Constitution

Le nouveau président du Kenya, William Ruto, a prêté serment le 13 septembre à Nairobi, devenant ainsi le cinquième chef d'Etat du pays.

Une main posée sur la Constitution, l'autre tenant une bible, le nouveau chef de l'Etat, âgé de 55 ans, a prêté serment au stade Kasarani de Nairobi. « *Moi, William Samoei Ruto (...), jure de préserver, protéger et défendre la Constitution du Kenya (...), en tant que président* », a-t-il déclaré.

Une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement parmi lesquels de nombreux voisins (Éthiopie, Ouganda, Somalie, Tanzanie...) et d'autres du continent africain (République du Congo, République démocratique du Congo, Tchad, Zimbabwe...) a été présente aux côtés des soixante mille spectateurs réunis dans le plus grand stade de la capitale kényane.

Vice-président sortant, William Ruto a vu sa victoire à la présidentielle du 9 août être validée par la Cour suprême, la semaine dernière. Les juges ont rejeté à l'unanimité les accusations de fraude de son adversaire, Raila Odinga, figure historique de la politique kényane âgée de 77 ans, qui avait reçu le soutien du président Uhuru Kenyatta. William Ruto a devancé Raila Odinga d'environ 233 000 voix sur un total de 14 millions de votes.

L'élection présidentielle au Kenya était scrutée de près par la communauté internationale, qui considère ce pays comme un havre de stabilité démocratique et une locomotive économique. Les observateurs indépendants ont loué la bonne tenue du scrutin qui, très serré et contesté, n'a pas donné lieu à des violences comme le pays a pu en connaître par le passé. Uhuru Kenyatta avait promis une transition « en douceur » avec son ancien vice-président, avec qui il était en conflit ouvert depuis plusieurs années.

Son élection validée par la Cour suprême, William Ruto a appelé à l'unité, tendant une « main fraternelle » à ses opposants. « *Nous ne sommes pas des ennemis, nous sommes tous des Kényans* », avait-il déclaré dans son premier discours de président élu.

Yvette Reine Nzaba

SANTÉ

Le ministre Jean-Jacques Mbungani visite les programmes du secteur

Dans la perspective de la mise en œuvre de la Couverture santé universelle, le ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, le Dr Jean-Jacques Mbungani Mbanda, a visité récemment six programmes sous sa tutelle.

Les structures visitées ont été le Programme national de santé de la reproduction (PNSR), le Programme national de lutte contre la tuberculose (PNLT) et la lèpre, le Programme national pour la santé des adolescents (PNSA), le Programme national de la communication pour la promotion de la santé (PCPS) et le Programme national de la nutrition (Pronanut). C'est au PNSR, dans l'enceinte de la maternité de l'hôpital de Kintambo, que le ministre Jean-Jacques Mbungani a entamé sa visite d'itinérance, l'enchaînant par le PNSA dans le même bâtiment, avant de chuter au Pronanut en passant par le PNLT et la lèpre. Dans son passage, il a surtout accordé une oreille attentive aux problèmes qui rongent certains programmes. « *Toutes ces visites ont un sens particulier de communiquer, échanger et écouter les plaidoyers des responsables des programmes et agents de notre secteur. Notre rôle majeur est de trouver plus de moyens pour aider notre secteur, les agents de la santé à bien travailler. Nous sommes également mis à l'écoute des reven-*

dications des uns et des autres. En réalité, il y a beaucoup d'améliorations qui devraient être apportées dans notre secteur. D'ailleurs, je profite de l'occasion pour féliciter le personnel de santé qui fait un travail louable malgré les conditions difficiles. Ces visites nous permettent de palper du doigt les réalités et voir comment nous pouvons y apporter des solutions », a soutenu le ministre, au terme de cette énième ronde.

Son passage a suscité un sentiment de motivation et d'espoir chez les directeurs de chaque programme visité. « *Ce n'est pas tous les jours que le PNLT est honoré par la visite de la plus haute autorité, le numéro un de la Santé dans notre pays. C'est pour nous une joie immense et, surtout, une opportunité pour démontrer premièrement à son excellence le travail que nous faisons au quotidien pour réduire les fardeaux de la tuberculose sur la population congolaise* », a déclaré le Dr Michel Kasua, directeur du PNLT, tout en plaidant en faveur de l'accroissement du financement par

le gouvernement.

Le PNSR est le programme spécifique et technique du ministère de la Santé qui va suivre et assurer l'appliquabilité de la mesure de la gratuité de la maternité qui entre dans le cadre de la Couverture santé universelle. Ici aussi, le personnel a salué la visite du ministre. « *Nous sommes ravis de recevoir leurs excellences, monsieur le ministre et madame la vice-ministre de la Santé publique, Hygiène et Prévention, dans nos murs. Nous saluons cette visite qui s'inscrit dans le cadre du grand programme lancé par le chef de l'Etat, relatif à la gratuité de l'accouchement : les soins pré et post-natals. A notre niveau, nous sommes très contents de faire découvrir à leurs excellences nos services, parce que nous avons déjà commencé des réflexions autour de la stratégie qu'on doit mettre en place pour l'accessibilité et l'effectivité à l'accouchement gratuit des femmes dans la ville de Kinshasa* », a indiqué Anne-Marie Ntumba, directrice du PNSR.

Blandine Lusimana

INFRASTRUCTURES

Le Grand Kasai se connecte enfin à l'Afrique australe

Désenclaver l'espace Grand Kasai et le connecter à l'Afrique australe par la frontière angolaise de Kalamba-Mbuji, tel est l'objectif poursuivi par le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, qui a lancé dernièrement à Kananga les travaux de réhabilitation et de modernisation de la route Kananga-Kalamba Mbuji.

Longue de 230 km, la route moderne va faciliter non seulement le commerce transfrontalier, mais surtout va ouvrir le centre du pays à l'Afrique australe. Devant le premier ministre Jean-Michel Sama Lukonde, plusieurs ministres, députés et sénateurs, le président de la République avait, à l'occasion, posé l'acte symbolique de lancement des travaux qui devraient durer vingt-quatre mois, selon les responsables de l'entreprise Toha investments Sarl qui les exécute.

Le coup d'envoi de ces travaux répond au besoin exprimé par la population depuis plusieurs décennies, à savoir l'approvisionnement facile en produits manufacturés. Les travaux proprement dits consistent en la construction de la route bitumée et ponts ainsi qu'à l'aménagement de plusieurs canalisations. Dans la foulée, un nouveau pont de 150 m devrait être jeté sur la rivière Lulua, aux portes de l'ex-Luluabourg.

Safrimex s'occupe de la modernisation de la voirie urbaine de Kananga tandis que l'égyptienne Arab Contractor travaille sur l'axe Kamwasha- Kananga, long de 150 Km. Cette entreprise est, d'ailleurs, très avancée avec les travaux préliminaires de lutte antiérosive. Tout heureux, le gouverneur de province, John Kabeya, a fait part du soulagement de ses administrés qui voient en cette route un vecteur de développement de leur province.

A.D.

RÉGIES FINANCIÈRES

Les collectes crèvent le plafond

Les recettes collectées au mois d'août sont de l'ordre de 739 millions de dollars américains, soit un taux de réalisation de 145 % par rapport aux prévisions mensuelles. A la date du 31 août, les régies financières ont réalisé 88 % de leurs prévisions annuelles, à en croire le ministère des Finances. Pour autant, les réformes devront se poursuivre pour arriver à une modélisation de ces prévisions budgétaires.

Les derniers chiffres sont tombés. Les régies financières de la République démocratique du Congo ont collecté 1 573 milliards

de Francs congolais (FC), représentant un taux de réalisation d'environ 145 %. En effet, les prévisions mensuelles indiquaient

des recettes de l'ordre de 1 083 milliards de FC. En analysant la ventilation des recettes collectées, il ressort que la Direction générale des impôts a été la régie financière la plus performante qui a mobilisé 860 milliards de FC, soit un taux de réalisation de l'ordre de 199 %. La deuxième performance est réalisée par la Direction générale des recettes administratives,

judiciaires, domaniales et de participations qui a collecté 315 milliards de FC, soit un taux de réalisation de 131 %. Enfin, la Direction générale des douanes et accises vient boucler la liste des performances en mobilisant 392 milliards de FC, soit un taux de réalisation de 97 %.

En cumulant les recettes, les régies financières ont collecté un total de 13 000

milliards de FC entre le 1er janvier et le 31 août, soit 134 % de taux de réalisation par rapport aux prévisions de janvier et août qui étaient de 9 688 milliards de FC. Quant aux réformes à venir, elles concerneront la modélisation des prévisions budgétaires pour permettre d'avoir des données des prévisions scientifiquement élaborées.

Laurent Essolomwa

SEPTIÈME ART

La série « Mea culpa » décroche le prix du public au Cinef

Le trophée récompensant la réalisation ivoirienne a été remis à l'actrice Zunon Christelle, à l'occasion de la clôture de la sixième édition du festival kinois, le 10 septembre, au Palais du peuple.

Marquant le clap de fin du Festival du cinéma au féminin (Cinef) qui s'est tenu du 3 au 10 septembre, à Kinshasa, la cérémonie de remise de prix a été vécue avec beaucoup de bonheur par Zunon Christelle. Invitée à cette édition 2022, elle a reçu avec reconnaissance la récompense décernée à «Mea culpa» dans la catégorie « Compétition internationale », au Palais du peuple. Recevant le « Prix du public » des mains du président du jury à la soirée de samedi, la jeune actrice ivoirienne, qui joue dans cette série réalisée par Hervé Claude Achi, s'est dit fort « émue » au point de ne pas savoir quoi dire. Néan-

«c'est le début d'un beau travail ». Des huit pays africains hôtes, la Côte d'Ivoire est l'unique à avoir été primée à ce sixième Cinef.

En outre, la France a eu la part belle au Cinef. En effet, elle a, à elle seule, raflé six des neuf prix de la « Compétition internationale ». Il s'agit du « Meilleur scénario » décroché par «Amours synthétiques» de Sarah Heitz de Chababeix. Le « Meilleur montage » remporté par «Hot Spot» réalisé par Anaïs Couet-Lannes. La « Meilleure actrice », prix décerné à Tasnim Jamlouji pour son rôle dans «Blanche» de Leo Holderbaum. «A walk in the shade» (Marche à l'ombre)

d'Aïssa Diaby et le « Prix du jury » donné à «Hot Rod» de Juliette Gilot. Et, à la suite du pays de Voltaire, la Belgique a obtenu deux récompenses. Le prix du « Meilleur son » pour «La protagoniste» de Sarah Carlot Jaber et «La forêt de mon père» de Vero Cratzborn a gagné celui du « Meilleur long métrage fiction ».

Quant à la seconde catégorie, réservée exclusivement aux réalisations locales, la compétition nationale a primé Nancy Adjani comme « Meilleure actrice nationale » pour son rôle dans «Adjani» de Julio Lolo Bibas. Le « Prix espoir Cinef 2022 » est revenu à «Kumbuka» de Zena Vanessa Maleya et le documentaire «Libende Boys» de Wendy Bashi a été sacré « Prix patrimoine Cinef 2022 », tandis que la « Mention spéciale du jury » est revenue à «Binti la survie» d'Erickey XY 93.

85 films programmés

Retenons que la sixième Cinef s'est tenu sur le thème « L'industrialisation du cinéma congolais : les préalables ». Sur les 240 films reçus cette année de par le monde, les 85 sélectionnés étaient issus de vingt-quatre pays des quatre continents. Il s'agit notamment du Burkina-Faso, de



la Belgique, de l'Ukraine, de la Pologne, de la Hongrie, du Bénin, du Cameroun, du Sénégal, de la France, de la Côte d'Ivoire, du Gabon et du Maroc. Ces réalisations, parmi lesquelles des courts, moyens et longs métrages, fictions et documentaires

confondus, ont été vues en projection sur les quatre sites du Cinef 2022, à savoir la Place commerciale à la 7e rue Limete, le Cinéplus à Kintambo, l'Institut français, Halle de la Gombe et le Centre Wallonie-Bruxelles.

Nioni Masela



moins, elle a tout de suite considéré le prix comme le premier pas vers « une future collaboration avec les Congolais », affirmant que

de Laura Saulnier sacré « Meilleur court métrage fiction ». La « Meilleure direction photo » obtenue par «Douleur silencieuse»

CAN U23

Vingt-cinq Léopards retenus contre l'Ethiopie

Vingt-cinq joueurs sont retenus pour constituer les Léopards football de moins de 23 ans afin d'affronter les Walyas d'Ethiopie pour lancer les éliminatoires de la Coupe d'Afrique de la spécialité l'année prochaine au Maroc.

Nommé il y a quelques jours à la tête des Léopards football de moins de 23 ans en remplacement de Jean-Claude Loboko, le sélectionneur Raoul Jean Pierre Shungu, via son premier adjoint Papy Kimoto Okitannkoy, a publié le week-end dernier une liste de vingt-cinq joueurs, en prévision de deux matchs contre les Walyas d'Ethiopie.

Cette double confrontation rentre dans le cadre du premier tour éliminatoire de la Coupe d'Afrique des nations U23 prévue du 2 au 26 novembre 2023 au Maroc. L'on rappelle que le staff technique des Léopards U23 est composé également du premier assistant Papy Kimoto et du deuxième assistant Eric Tshibasu Ike.

Le match aller de ce premier tour éliminatoire est programme pour le 18 septembre à Addis-Abeba et le match retour une semaine plus tard au stade des Martyrs à Kinshasa. En cas de qualification, les Léopards composeront leur ticket pour la phase éliminatoire qui se jouera en deux temps, fait-on savoir, du 19 au 27 septembre, et ensuite du 20 au 23 mars 2023. Seules huit sélections seront qualifiées pour la phase finale de la CAN U-23 au Maroc, et les deux finalistes, ainsi que le troisième du tournoi représenteront l'Afrique aux Jeux olympiques de 2024 à Paris.

Fraude sur l'âge, la CAF veille

L'on veut croire que le staff technique a tenu compte de l'âge réel des joueurs re-

tenus pour le match contre l'Ethiopie. La Confédération africaine de football (CAF) a récemment pris une mesure radicale visant à lutter contre la fraude sur l'âge au sujet de la CAN U23. La CAF, indique-t-on, exigera désormais et officiellement des tests d'imagerie à résonance magnétique (IRM). « Un amendement au règlement des tests IRM a été approuvé afin de disqualifier toute équipe présentant un joueur non éligible », a précisé la CAF. L'IRM est une technique permettant de déterminer plus ou moins l'âge d'une personne à travers un test d'ossement. Et la CAF va ensuite vérifier si l'âge biologique de chaque joueur est en conformité avec l'âge admi-

Les Léopards U23 vont affronter les Walyas d'Ethiopie/DR nistratif.

Cette décision de l'instance continentale découle de polémiques survenues au Championnat d'Afrique interscolaire U16 organisé en République démocratique du Congo. Les jeunes Léopards U16 de la RDC ont certain remporté le tournoi en battant en finale, le 20 février 2022, à Kinshasa les jeunes Lions de la Téranga U16 du Sénégal par trois buts à un, mais avec de sérieux soupçons de fraude sur l'âge des jeunes joueurs congolais. Toutes les dispositions, veut-on croire, ont été prises afin d'éviter la fraude sur l'âge de la RDC qui est apparemment indexée.



Les vingt-cinq joueurs convoqués

Gardiens

Esadras Kabamba (Bravos Do Maquis)

Bukasa Mangala (AC Rangers)

Kasereka Masinda (AS Nyuki)

Défenseurs

Steven Ebuela Ehebel (AS Maniema Union)

Mufuele Sasa Exaucé (FC Renaissance)

Swing Kavam (AC Kuya)

Kayembe Mujanayi Elton (Maniema Union)

Tshimanga Tshilembi (JS Bazano)

Kalala Christian (FC Renaissance)

Apataki Tumbela (AS V.Club)

Langata Musa (AS V.Club)

Milieux

Charve Sangana (AS Maniema Union)

Mutuila Tenda (AS Maniema Union)

Ciel Ebengo Ikoko (FC Lupopo)

Mpanzu Nkibisa Wala Elie (AS V.Club)

Nsundi Christian (difa El Djadida)

Mwamba Patient (TP Mazembe)

Roly Balumbi Wangu (AS V.Club)

Attaquants

Jeancy Mboma Kinda (JSK)

Akram Bongonga Bwanga (DCMP)

Ilunga Nsungu (AS Simba)

John Bakata Amsini (TP Mazembe)

Gloire Mujaya (TP Mazembe)

Ikangalombo Kapela (DCMP) Tshitenge

Sylva (DCMP).

Martin Engimo





L'info CDIRECT

Le meilleur de l'actualité des deux Congo tout en images











+242 06 600 92 99



+243 814 101 250

BICENTENAIRE DU BRÉSIL

Des artistes congolais s'imprègnent des techniques du rythme musical

Dans le cadre de la célébration du bicentenaire de la République fédérative du Brésil, la chanteuse lyrique Janette Dornellas et le pianiste Thales Silva ont animé, le 9 septembre à Brazzaville, une séance d'apprentissage sur des techniques du rythme musical au profit des jeunes artistes congolais.

D'après l'ambassadeur du Brésil au Congo, Renato Soares Menezes, l'atelier master classe qui a duré environ deux heures a revêtu « une importance capitale », permettant « aux jeunes congolais d'avoir une expérience de la musique brésilienne ».

Au Brésil, la musique fait partie intégrante de la vie quotidienne. Comme tous les habitants de l'Amérique latine, les Brésiliens ont le rythme dans la peau. Les genres les plus célèbres correspondent à la samba, la bossa nova et au forró. Ils se complètent d'une scène contemporaine aux revendications souvent sociales, faisant la part belle à l'axé, au reggae, au funk carioca et au rap. La musique est assurément la forme d'art la plus populaire du Brésil.

En effet, la musique fait partie des éléments les plus importants de la culture brésilienne. Non seulement elle compte un très long registre de genres, mais aussi cette facette du patrimoine est également un héritage des populations qui se sont succédé sur ce territoire, à savoir les Américains et les Amérindiens, les Européens, surtout les Portugais qui l'ont colonisé, et les Africains ramenés de leur continent pour travailler en tant qu'esclaves dans leurs champs.

Au fil des ans, ces trois cultures se sont mélangées, mais dans la majorité des genres musicaux on retrouve surtout une prédominance de la culture africaine.

Yvette Reine Nzaba



Une démonstration des techniques musicales / Adiac

LITTÉRATURE

Prefna Wilfrid Ngoma signe « Le sens du devoir »

Le roman de deux cents pages est publié aux éditions Publiwiz. L'auteur parle de Carlos, un jeune bongolois très enthousiasmé vivant en France qui décide, avec ses amis, de se rendre à Dabago, la capitale politique de Bongolo son pays natal, pour y faire du bénévolat afin d'aider la population à sortir du chômage, de la famine et de la dictature qu'elle endure.

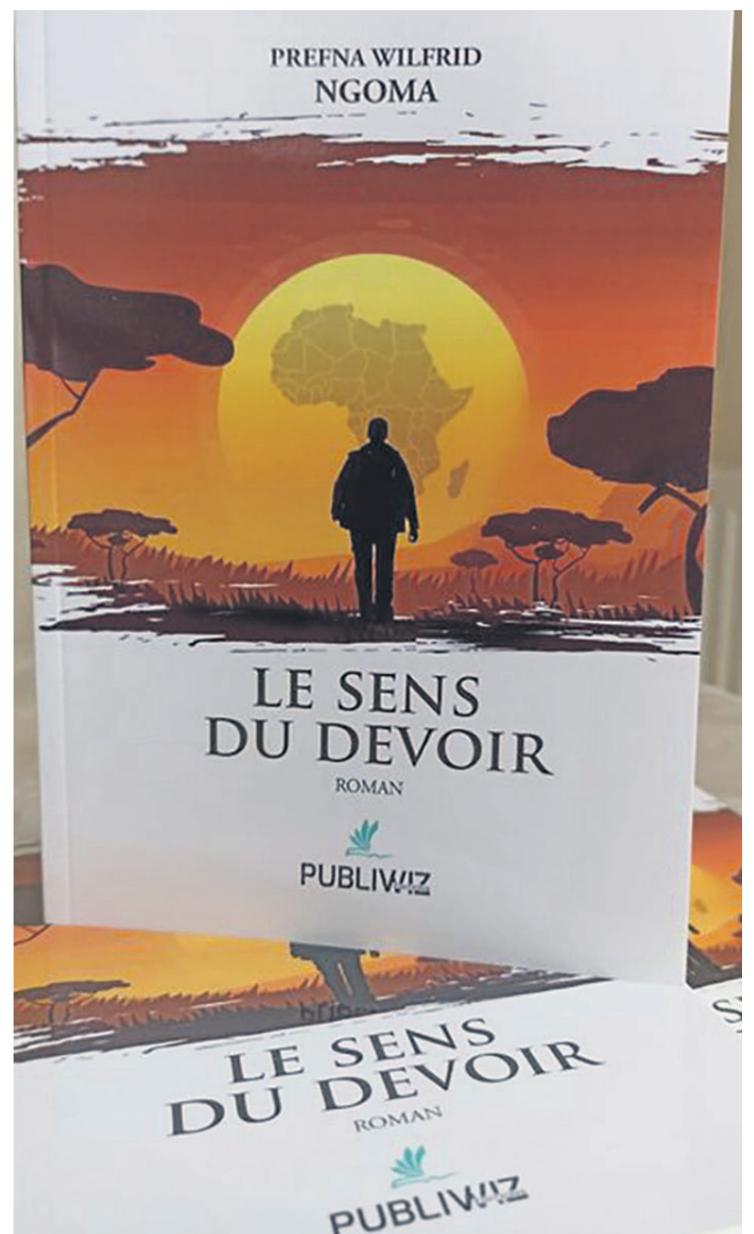
Après avoir suivi une émission télévisée relatant la situation alarmante de son pays, Carlos ne la supporte pas. Le reportage l'a rendu malheureux car il se sent privilégié par rapport à ses compatriotes restés au pays. En un commun accord avec sa petite amie et ses amis, ils partent au pays pour aider la population souffrante.

Cette décision va complètement changer le cours de sa vie et celui de sa nation. Ses amis et lui apportent de l'aide alimentaire à quelques familles des quartiers pauvres de

la capitale bongoloise. Faut de moyens financiers nécessaires, il n'arrive pas à satisfaire tout le monde. Carlos envisage de changer les choses, décidant de se présenter à l'élection présidentielle face au président dictateur et quelques candidats de l'opposition.

La réalité en est autre. Le jeune n'a pas suffisamment d'argent pour bien mener sa campagne électorale. Il est inconnu à Bongolo et, pire encore, depuis plus de 40 ans, personne n'a réussi à gagner une élection présidentielle face au

président sortant, Adam Yossolo. Pour le renverser, le jeune Carlos devra faire preuve de beaucoup de courage pour libérer son pays. Y arrivera-t-il ? Prefna Wilfrid Ngoma est né en République du Congo. Il a commencé ses études universitaires à la faculté de droit de l'Université Marien-Ngouabi. Après sa licence en 2011, il quitte le Congo pour poursuivre ses études à l'étranger. Prefna Wilfrid Ngoma vit en France et se lance dans l'écriture scénaristique et romanesque. « Le sens du devoir » est



son tout premier ouvrage, disponible sur les plateformes de vente (Fnac,

Amazon, Cultura, Decitre...).

Rosalie Bindika

FOOTBALL

Le week-end des Diablies rouges et des Congolais de la diaspora en France

Ligue 1, 7e journée

Sans Fernand Mayembo, blessé, mais avec Bevic Moussiti Oko entré à la 74e, Ajaccio concède sa sixième défaite de la saison face à Nice (0-1).

Chez les Aiglons, Alexis Beka Beka a été remplacé à la 71e. Actif, mais imprécis dans ses relances.

Passeur décisif pour Nordin à la 7e, Faitout Maouassa a confirmé son bon début de saison. Hélas pour lui, Angers a rapidement égalisé avant de s'imposer 2-1. Et l'ailier de Montpellier a dû céder sa place à la 27e pour une blessure aux ischio-jambiers. Les examens passés lundi ont révélé une lésion qui devrait le tenir éloigné des terrains pour trois semaines.

Entré à la 73e, Beni Makouana n'a rien montré.

Lorient s'installe au pied du podium après son succès face à Nantes (3-2). Sous les yeux de Chrislain Matsima, resté sur le banc.

Rennes corrige Auxerre 5-0. Bryan Pereira n'est pas entré

Lundi soir, Guingamp se rendait à Metz en match décalé. Prêté par les Messins aux Bretons, Warren Tchimbembe est sorti du banc à la 83e et a inscrit le cinquième des six buts de l'En Avant, vainqueur 6-3 en Moselle.

Trente mois après son dernier but (le 6 mars 2020 avec Troyes), il trompe Basilio d'un tir du gauche de l'extérieur de la surface, aux rebonds vicieux. Et a eu la classe de ne pas célébrer cette réalisation. Laval est dans le dur après sa défaite à domicile face à Pau (0-1). Titulaire sur la droite de la défense à trois des Tango, Marvin Baudry a été solide jusqu'à la 87e : sur un centre d'Evans, dans le couloir droit, Mons Bassouamina remporte son duel face à Baudry et marque d'une talonnade au sein d'une défense assez apathique.

Entré à la 65e, l'ancien Nancéien offre sa première victoire de la saison au club pyrénéens (19e avec 7 points). Il s'agit du premier but de sa



Quatrième passe décisive de la saison pour Maouassa, ici face à Lille lors de la 6e journée (AFP)

nalty après avoir ceinturé Sangaté sur un corner. Averti sur l'action (53e). Notons que les Chamois ont aussi bénéficié d'un coup de pied de réparation, manqué par Kitala (35e). En l'absence du capitaine Bissenty Mendy, blessé, Kévin

banc au coup d'envoi et est entré à la 87e pour renforcer son équipe, réduite à dix à la 70e. Sans Jason Ngouabi, toujours absent du groupe, Caen bat Amiens 3-1. Le défenseur de 19 ans, qui n'a pas su optimiser son prêt à Sète la saison dernière, a perdu sa place de joueur d'appoint dans le groupe pro.

Sans Randi Goteni ni Jordy Kaloukadilandi, blessés, ni Eden Massouema, pas encore

aligné cette saison, le Paris Atletico s'impose sur le terrain du Red Star (0-2). Fred Dembi, titulaire devant sa défense, a touché le poteau à la 65e.

Alain Ipiélé est entré à la 58e lors de la défaite de Dunkerque à Versailles (0-2).

Owen Matimbou n'était pas dans le groupe d'Orléans, auteur du nul 1-1 à Cholet.

Victoire du Puy à Saint-Brieuc (1-0) ; avec Yannis Mbemba remplacé à la 68e.

Camille Delourme



Warren Tchimbembe a participé au large succès de Guingamp à Metz (DR)

en jeu.

Titulaire au coup d'envoi, Bradley Locko a été remplacé à la pause lors du revers de Reims à Toulouse (0-1).

Peu sollicité, mais fiable quand il fallait, Brice Samba a passé une soirée tranquille lors du succès de Lens sur Troyes (1-0).

Ligue 2, 8e journée

carrière en Ligue 2.

Avec autant de points, mais une moins mauvaise différence de buts, Laval est 16e et premier non relégable.

Le Havre l'emporte à Niort 1-0. Remplaçant, Nolan Mbemba est entré à la 86e. Pour son premier match de la saison, Bryan Passi a été globalement solide. En revanche, il est logiquement sanctionné d'un pe-

Mouanga était aligné au poste d'axial dans la défense à trois d'Annecy, vainqueur de Quevilly-Rouen (1-0). Comme lors de son précédent intérim, face à Grenoble (0-0, 5e journée), l'ancien Angevin a été solide. Annecy est 12e avec 9 points. Rodez, lanterne rouge avec 6 points, n'a pu faire mieux qu'un match nul 1-1 face à Valenciennes. Prêté par Lorient, Loris Mouyokolo était sur le

AVIS DE RECHERCHE



Depuis le 4 septembre 2022, Mille Bakouma Betty n'est pas rentrée au domicile familial, aussi elle souffre de dépression mentale.

Par conséquent, M. Brice Bakouma demande à toute personne de bonne foi qui aurait rencontré sa petite sœur au nom de Bakouma Betty de lui signaler et le faire parvenir à l'adresse suivante : n°4 rue Missakou, à Moukondo, référence la rue du Gros baobab, appelé Moukondo ou appeler au numéro : 06 694 10 77.

Une récompense lui est réservée.

PROGRAMME DES OBSÈQUES



Mme Ngabiboussi Michaëlle (Fanny), agent à la Cour constitutionnelle de Brazzaville, les enfants Ngankita Hélène, Ntouta Jean informent les parents, amis et connaissances que le programme des obsèques de leur oncle, père, frère, neveu, le colonel Jean François Désiré Ntouta, décédé le 29 août 2022 à 23h à Brazzaville, se présente comme suit :

Mercredi 14 septembre

-9h00 : levée de corps à la morgue municipale du CHU de Brazzaville suivi d'un recueillage sur place ;

-11h00 : recueillage au domicile familial ;

-12h00 : messe de requiem en la paroisse Saint-Benoit de Nganga Lingolo ;

-14h00 : départ pour le cimetière Wayako à Madibou ;

16h00 : retour et fin de cérémonie.

COOPÉRATION SÉCURITAIRE EN MER

Le navire USS Hershel «Woody» Williams en escale au Port autonome

Le navire USS Hershel «Woody» Williams (ESB 4), base navale expéditionnaire de classe Lewis B. Puller, a accosté le 12 septembre au Port autonome de Pointe Noire, en République du Congo. Une visite portuaire qui s'inscrit dans le cadre de la coopération sécuritaire entre les Etats-Unis d'Amérique et le Congo.



L'ambassadeur des Etats-Unis prononçant son discours / Adiac

La visite portuaire du navire américain est la toute première en République du Congo, depuis plus de dix ans, et témoigne du renforcement des relations dans le domaine de la sécurité entre les deux pays. «Cette visite du navire et de son équipage symbolise ce dont nous avons parlé tant de fois : le partenariat croissant entre les Etats-Unis et le Congo. La présence de ce grand navire démontre que nos deux pays sont déterminés à continuer à renforcer notre relation bilatérale qui s'approfondit, mais elle démontre également notre intérêt commun à sécuriser le golfe de Guinée et l'océan atlantique. Les États-Unis et la République du Congo continueront à coordonner leurs actions sur les questions de sécurité maritime par le biais de nos programmes d'échanges pour les militaires congolais, des centres d'opérations maritimes régionaux que nous soutenons et des exercices navals annuels Obangame

Express, les plus importants en Afrique centrale et de l'ouest», a dit Eugène Young, ambassadeur des Etats-Unis au Congo.

Une satisfaction aussi exprimée par le capitaine Chad Graham, commandant du Hershel «Woody» Williams. «Nous sommes reconnaissants envers les autorités congolaises pour avoir rendu possible cette visite portuaire. C'est un grand honneur d'être le premier navire américain à visiter le Congo après une longue interruption. J'ai hâte de renforcer les relations déjà excellentes que nous avons entre les États-Unis et le Congo, et que nous continuons à nous soutenir mutuellement dans la poursuite de nos efforts pour la sûreté et de la sécurité dans la région», a-t-il déclaré.

La République du Congo est un partenaire important des États-Unis dans la promotion de la paix et de la sécurité en Afrique. En outre, le Congo a participé à

l'exercice Obangame Express 2022, le plus grand exercice annuel de sécurité maritime en Afrique occidentale. Ce type d'exercice renforce le partenariat entre les deux pays, leur permettant ainsi de travailler étroitement sur des objectifs maritimes transnationaux communs. «La présence de l'USS Hershel «Williams» dans les eaux du golfe de Guinée et aujourd'hui à quai au Port autonome de Pointe-Noire témoigne de la volonté du gou-



Le commandant du Hershel «Woody» Williams pendant la visite guidée / Adiac

vernement américain, à travers le commandement des Etats-Unis d'Amérique pour l'Afrique (Africom) de renforcer davantage l'interopérabilité avec les marins de la région et soutenir ainsi les initiatives jusque-là engagées dans différents niveaux», s'est réjoui le capitaine de vaisseau René Nganongo, chef d'état major de la marine nationale, avant de solliciter pour l'avenir que pareilles initiatives se multiplient puisqu'elles servent de tremplin à la formation et le partage d'expériences.

La visite guidée du navire par les autorités civiles et militaires présentes à l'activité a permis de découvrir le navire qui est une base maritime expéditionnaire, capable de mener des opérations de lutte contre la piraterie, de sécurité maritime, d'aide humani-

taire et de secours en cas de catastrophe, ainsi que de soutenir une variété d'aéronefs à voilure tournante. Agissant comme une base navale mobile, le Hershel «Woody» Williams fait partie de l'infrastructure d'accès critique qui soutient le déploiement des forces et des fournitures à l'appui des missions dans le monde. L'échange des présents et des symboles de la coopération entre les deux pays et le pot d'amitié offert à toutes les convives ont mis

mandement des Forces navales américaines pour l'Europe et l'Afrique (Naveur-Navaf) a forgé des relations stratégiques avec leurs alliés et partenaires, en s'appuyant sur un socle de valeurs communes pour préserver la sécurité et la stabilité.

Basé à Naples, en Italie, ce commandement dirige les forces navales américaines pour l'Europe et le commandement des forces navales américaines pour l'Afrique. La sixième flotte des

fin l'activité.

Signalons qu'en matinée, un match amical de football a été organisé entre l'équipe de la marine américaine et celle des jeunes congolais en présence de l'ambassadeur des Etats-Unis en République du Congo pour célébrer davantage l'amitié et le partenariat entre les deux peuples.

Le Hershel «Woody» Williams et les Forces navales américaines en Afrique

Le Hershel «Woody» Williams est le premier navire de guerre affecté en permanence à la zone de responsabilité de l'Africom et déployé dans la zone d'opérations des Forces navales américaines en Afrique, tout en étant rattaché à la sixième flotte des États-Unis. Depuis plus de 80 ans, le com-

mandement des Forces navales américaines pour l'Europe et l'Afrique (Naveur-Navaf) est affectée en permanence au Naveur-Navaf et emploie des forces maritimes dans tout le spectre des opérations interarmées et navales.

La coopération permanente en matière de sécurité maritime entre les Forces navales américaines en Afrique et les partenaires africains se concentre sur la sécurité et la sûreté maritimes par le biais du renforcement de la sensibilisation maritime, des capacités de réponse et des infrastructures. Elle comprend également divers exercices et opérations menés par les partenaires et alliés américains, européens et africains dans toute la zone de responsabilité du Commandement des Etats-Unis pour l'Afrique.

Hervé Brice Mampouya

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo
un acteur économique majeur à vos côtés

GABON

La CEEAC et l'Unicef finalisent un programme sur l'éducation

Le président de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (CEEAC), Gilberto Da Piedade Verissimo, a reçu en audience une délégation de l'Organisation des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

La délégation de l'Unicef est venue présenter au président de la Commission l'état d'avancement de l'élaboration du tableau de bord de suivi des indicateurs de l'éducation et de l'enregistrement des naissances dans les Etats membres de la CEEAC.

En effet, le tableau de bord qui est en train d'être développé permettra de présenter l'évolution des indicateurs de l'éducation pour chaque Etat membre de la CEEAC, et d'avoir une image globale de l'éducation dans la sous-région. Ces indicateurs portent essentiellement sur l'enseignement préscolaire, les enfants scolarisés et non scolarisés, l'apprentissage, la formation à distance, le financement de l'éducation, les équipements sanitaires dans les écoles, le bien-être à l'école, l'enregistrement des naissances, etc.

Le président de la Commission de la CEEAC s'est dit satisfait de l'état d'avancement du tableau de bord et par le fait que le plan stratégique 2022-2025 qu'il a signé à Dakar (Sénégal) en février 2022 avec la directrice régionale de



l'Unicef pour l'Afrique de l'ouest et du centre, Marie-Pierre Poirier, commence à donner des résultats. En outre, il a remercié l'Unicef pour « sa participation active dans le développement de cet outil qui sera d'une grande utilité à la sous-région de la CEEAC

en facilitant les autorités de la sous-région de la CEEAC, non seulement de prendre les décisions, mais aussi de donner des orientations stratégiques sur l'éducation en se basant sur les statistiques disponibles et des analyses approfondies ».

Séance de travail entre les deux parties./DR

Ensuite, il a recommandé que l'utilisation de l'outil puisse s'étendre dans des secteurs que couvre la commission de la CEEAC dans le domaine de l'éducation.

Pour sa part, le représentant du Bureau de l'Unicef au Gabon a remercié les autorités de la CEEAC

pour leur engagement à mettre en œuvre les activités prévues dans le plan stratégique signé par les deux parties. Il a réitéré la disponibilité et l'appui de l'Unicef pour accompagner la CEEAC dans la finalisation et la validation de cet outil par les organes concernés d'une part, et dans le renforcement des capacités du personnel de la CEEAC et de ses Etats membres d'autre part.

Rappelons que le développement de ce tableau de bord s'inscrit dans les activités de la mise en œuvre de la Feuille de route de la mandature du président en exercice de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, le président Felix Antoine Tshisékedi Tshilombo, sur les thèmes de l'éducation, la santé et la culture d'une part, et de l'autre, sur la préparation du sommet des Nations unies sur la transformation de l'éducation (Transforming education summit) prévu au cours de ce mois de septembre, et le sommet de l'Union africaine sur l'enregistrement des enfants en octobre prochain.

Yvette Reine Nzaba

DIVERSIFICATION DES ÉCONOMIES EN AFRIQUE

La propriété intellectuelle en avant-garde

La journée africaine de la technologie et de la propriété intellectuelle a été célébrée le 13 septembre sur le thème « Propriété intellectuelle : levier de l'industrialisation et de la diversification économique en Afrique ».

La célébration de cette journée s'est voulue un moment de réflexion, d'introspection et de projection pour envisager l'Organisation africaine de la propriété intellectuelle (OAPI) du futur, la place qui doit être accordée à la propriété intellectuelle dans les politiques d'industrialisation et de diversification des économies africaines.

Dans son allocution y relative, le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé, Denis Christel Sassou N'Guesso, a souligné le rôle crucial de la technologie et de la propriété intellectuelle dans le développement des Etats membre de l'OAPI. « Le choix de ce thème s'explique par notre ferme volonté de faire de la propriété intellectuelle un levier important du processus de développement industriel et de diversification des économies de nos Etats », a-t-il déclaré.

Instituée en 1999 par la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement des pays membres de l'Union africaine, cette journée est l'occasion pour les Etats, la société civile et les partenaires au développement d'analyser les politiques, les stratégies et les pratiques impliquant la propriété intellectuelle et la technologie en vue de parvenir à une diversification de

l'économie africaine.

« La communauté africaine et notre pays célèbrent cette journée pour sensibiliser notamment les inventeurs, les chercheurs, les autres acteurs de la créativité, les industriels, les opérateurs économiques et les investisseurs potentiels, sur le rôle que jouent la propriété intellectuelle et l'innovation dans le développement technologique et industriel de nos Etats », a-t-il fait savoir.

Cette année, cette célébration a été marquée par le soixantenaire l'OAPI qui souligne les mutations institutionnelles que connaît son système de protection à la faveur de l'entrée en vigueur de la révision récente de l'Accord de Bangui et le traité fondateur qui fédère la pratique de la propriété intellectuelle en Afrique mais également par l'organisation de la prochaine tenue de la neuvième édition du Salon africain de l'invention et de l'entreprise innovante en novembre à Abidjan, en Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, la Journée africaine de la technologie et de la propriété intellectuelle a permis de revisiter l'histoire de l'OAPI en relevant les différentes transformations à l'aune de ses deux principales missions ; situer sa contribution dans le déve-



Le ministre de la Coopération internationale et de la Promotion du partenariat public-privé/Adiac

loppement technologique, industriel et dans la diversification économique dans les états ; relever les projets en cours et futurs de l'OAPI et l'impact escompté pour marquer sa contribution au développement socio-économique.

« Le contexte de la célébration cette année est également marqué par la volonté des plus hautes autori-

tés de nos pays de relever les défis de l'industrialisation du continent et de la diversification de son économie. Cette volonté affirmée va se manifester le 25 novembre 2022 à Niamey, au Niger; par un sommet des chefs d'Etat sur « Industrialisation et la diversité économique », a souligné le ministre.

Le gouvernement entend accompagner des initiatives à fort potentiel

Dans sa politique visant au développement socio-économique, le Congo se donne pour mission de faire de l'utilisation stratégique de la propriété intellectuelle un maillon essentiel pour le développement industriel, la création des richesses, des emplois et de la diversification de son économie.

Pour ce faire, le gouvernement entend mettre tout en œuvre pour encourager et accompagner toute initiative publique ou privée, dont le but est la création et le développement d'entreprises par l'utilisation stratégique et efficace de la propriété intellectuelle. « Je demeure convaincu qu'avec toutes les potentialités dont regorge l'espace OAPI en général et notre pays le Congo, en particulier; ainsi que la ferme volonté des plus hautes autorités politiques d'œuvrer pour le progrès économique et social de nos populations, l'industrialisation, fondement de la croissance économique, deviendra une réalité dans nos Etats membres », a conclu le ministre Denis Christel Sassou N'Guesso.

Durly Emilia Gankama